**QUESTIONS SUR LA PROCEDURE**

1 L’article 38 de la LOLF désigne l’autorité chargée de la préparation des projets de Loi de Finances.

Qui est-ce ?

Réponse : Le Premier Ministre

2 Combien de mois dure le travail de préparation de la Loi de Finances initiale ?

Réponse : 9 mois

3 Dans le travail de préparation, le ministre des Finances dispose d’une grande direction d’administration centrale. Quel est son nom ?

Réponse : La Direction du Budget (8 sous directions et 246 agents)

4 Je vous donne les noms des 4 phases du calendrier de préparation. Indiquez pour chaque phase quels sont les mois de l’année concernés :

Réponses à inscrire en face de chaque phase =

PHASE 1 FIXATION DES PERSPECTIVES ET RÉUNIONS TECHNIQUES : janvier février

PHASE 2 CONFÉRENCES PENDANT 3 MOIS : mars-avril-mai

PHASE 3 ARBITRAGES DU PREMIER MINISTRE JUSQU’AUX LETTRES PLAFONDS : juin

PHASE 4 MISE AU POINT JUSQU’AU CONSEIL DES MINISTRES PENDANT 3 MOIS : juillet-août-septembre

5 Au cours de la phase des conférences, donnez le nom de celles qui ont été créées le plus récemment en 2016 ?

**Réponse : Les conférences immobilières pour passer en revue la gestion immobilière de l’État**

6 Au cours de la phase des conférences, donnez le nom de celles qui ont été créées en 2014 ?

Réponse : Les conférences fiscales pour tenter de remettre en cause les dépenses fiscales de l’État

7 Le débat d’orientation des Finances publiques prévu à l’article 48 de la LOLF est-il obligatoire ou facultatif ?

**Réponse : Facultatif**

8 L’article 48 requiert du gouvernement le dépôt d’un rapport qui sert de base au débat d’orientation sur les Finances publiques. Comment s’appelle ce rapport ?

**Réponse : Le rapport sur l’évolution de l’économie nationale et les orientations de Finances publiques**

9 L’évaluation des recettes est-elle réalisée globalement ou recette par recette ?

**Réponse : Recette par recette : TVA, puis IR, puis IS, puis TICPE, puis Droits de mutation, puis IFI etc.**

10 Pour éviter les erreurs de la prévision du taux de croissance les institutions européennes ont obligé les États à se doter d’un organisme d’expertise indépendant. Quel est son nom ?

Réponse : Le Haut conseil des Finances publiques

11 Comment fixe-t-on le point de départ du délai constitutionnel ?

Réponse : à partir de l’envoi d’une lettre au président de l’An qui récapitule tous les bleus déposés

12 Dès que le projet de Loi de Finances est déposé sur le Bureau de l’AN, où est-il immédiatement renvoyé ?

Réponse : en commission des Finances (c’est prévu à l’article 39 de la LOLF)

13 La commission des Finances désigne des rapporteurs spéciaux pour rédiger des rapports détaillés sur chaque mission du Budget de l’État. Combien y a-t-il environ de rapporteurs spéciaux à l’AN ?

Réponse, donnez une fourchette : à peu près autant qu’il y a de missions 49

14 Quelle est l’utilité pratique du travail en commission dans le travail parlementaire sur la Loi de Finances ?

Réponse : préparer les amendements au PLF (ceux qui seront adoptés par la commission des Finances seront presque systématiquement adoptés en séance publique)

15 Quel est le fondement de la priorité de l’Assemblée nationale ?

Réponse : art. 39C c’est une règle démocratique qui nous vient d’Angleterre où le projet de Budget est toujours déposé à la Chambre des communes car c’est elle qui représente le peuple

16 Précisez les délais suivants :

Délai général donné au Parlement pour adopter le PLF = 70 jours

Délai de l’AN pour voter le PLF en 1ère lecture = 40 jours

Délai du Sénat pour voter le PLF en 1ère lecture si l’AN a respecté son délai = 20 jours

Délai du Sénat dans le cas contraire = 15 jours

17 Un amendement parlementaire peut-il augmenter les crédits d’une mission du Budget de l’État ?

Réponse : Non c’est strictement interdit par les articles 40C et 47 LOLF

18 un amendement parlementaire peut-il moduler les crédits d’un programme à un autre sans augmenter les crédits du total de la mission du Budget de l’État ?

Réponse : oui c’est possible est cela résulte d’une réserve d’interprétation du Conseil constitutionnel

19 Quels sont les deux articles de la Constitution qui permettent au gouvernement d’accélérer la procédure budgétaire ?

Réponses : art 44 alinéa 3 (vote bloqué) et 49 alinéa 3 (engagement de la responsabilité du gouvernement sur le vote d’un texte)

20 A la fin de la première lecture que se passe-t-il si l’AN et le Sénat ne sont pas d’accord sur le PLF ?

Pour votre réponse, rayez les 4 mauvaises réponses.

Il n’y a qu’une seule bonne réponse (ne pas la rayer).

Le texte repart directement à l’Assemblée nationale qui a le dernier mot.

Le gouvernement réunit la commission mixte paritaire qui est chargée d’élaborer un texte de compromis.

Le gouvernement doit déclarer l’urgence en conseil des ministres et la CMP peut se réunir.

Le texte est renvoyé immédiatement en commission des Finances pour trouver une solution.

Le Conseil constitutionnel est saisi par 60 députés ou 60 sénateurs.